



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Mecredi 29 juin 2022

El Watan
LE QUOTIDIEN INDEPENDANT

DÉVELOPPEMENT ET RÉFORMES ÉCONOMIQUES : 2022, année de l'économie

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a assuré que l'année 2022 sera celle du décollage économique dans une Algérie nouvelle qui compte sur ses capacités, tout en étant ouverte à la coopération avec tous les partenaires sur la base des intérêts communs. Le président de la République plaide également au plan international pour un nouvel ordre économique basé sur l'équité et la parité entre les pays afin de promouvoir la paix dans le monde sachant que la rivalité entre les grandes puissances n'est plus idéologique et militaire, elle est multidimensionnelle et surtout économique.

Effectivement, le programme du président de la République a pour ambition de favoriser la transition de l'économie vers un modèle de croissance durable et de rétablir les équilibres macroéconomiques. Et comme priorité, la diversification de l'économie et le développement d'industries axées sur l'exportation qui va permettre d'atteindre les objectifs tracés et également de développer les secteurs stratégiques. Notre pays ayant parachevé l'édifice institutionnel, toutes les conditions sont aujourd'hui réunies pour l'édification d'une véritable économie productive fondée sur la connaissance, l'effort et la compétence et bannissant la corruption et les entraves bureaucratiques freinant ainsi tout développement du pays. A noter qu'en 2020, le président de la République qualifiait la bureaucratie d'ennemie de la société.

La Covid-19 a chuté grâce aux orientations du président de la République et à la bonne gouvernance du gouvernement dans sa gestion ; les cours du pétrole et du gaz ont atteint des niveaux très favorables à l'Algérie. A cette fin, la stratégie nationale actuelle repose sur le développement des activités créatrices de richesse et l'exploitation des ressources nationales à l'instar du fer, du phosphate et de l'hydrogène en plus de l'agriculture, un secteur dont l'évolution ces dernières années est incontestable. Le plan d'action du gouvernement définit des orientations politiques générales dans un domaine très large comportant la justice, la gouvernance et surtout la relance économique. La poursuite des réformes de la gestion des finances publiques et de la rationalisation des dépenses revêt, à cet égard, une grande importance.

L'Algérie poursuit une politique de souveraineté fondée sur la relance de la production nationale à travers, entre autres, l'investissement local, national et étranger capable de créer la richesse et le plein emploi. Sachant qu'aucune économie moderne ne peut survivre sans un réseau commercial mondial afin de construire la compétitivité des productions nationales.

Des réformes structurelles sont engagées touchant l'organisation de l'administration qui freine l'investissement ainsi que le secteur bancaire et financier au cœur de la croissance économique.

Il convient de mettre en exergue le rôle de la Banque centrale dans la politique économique à la fois pour contrôler l'inflation et pour favoriser le crédit. En un laps de temps court, l'Algérie a su mobiliser les capacités de production nationale, ce qui lui a permis de réduire ses importations et d'éviter d'avoir recours à l'endettement extérieur, un fardeau dont elle s'est débarrassé il y a plusieurs années. Notre pays a ainsi d'ores et déjà emprunté la voie de la croissance de la production nationale et la fin de la dépendance du pétrole.

Ceci est illustré par le taux de croissance remarquable de l'économie nationale qui était de 4,1% fin 2021, ce qui dénote une «amélioration constante» de la situation économique de l'Algérie qui constitue une exception dans la région, voire par rapport à certains pays développés. Les projections de croissance de l'économie algérienne pour l'année 2022 ont d'ailleurs été revues à la hausse par le Fonds monétaire international (FMI). Le Fonds estime que le chômage sera sensiblement réduit en Algérie.

CONCLUSION

Le président de la République a tendu la main à toutes les Algériennes et à tous les Algériens afin de concrétiser ses engagements pris lors de sa campagne électorale avec une ferme volonté de doter l'Algérie d'une économie prospère pour le bien être du peuple et franchir une nouvelle étape dans l'édification de l'Algérie nouvelle. La pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine ont engendré des perturbations dans le développement des pays africains.

La Banque africaine de développement est appelée à collaborer avec d'autres institutions internationales partenaires au développement en vue de renforcer la capacité de l'Afrique à faire face aux catastrophes naturelles et aux crises économiques.

Le professeur Belhocine Mohamed, commissaire à l'Union africaine, lors de l'inauguration du Digital African Summit à Alger souligne l'importance et la nécessité de construire les coalitions en faveur de l'intégration optimale des innovations numériques dans tout processus de développement pour renforcer les écosystèmes de l'innovation en Afrique et de faire d'Alger la Capitale africaine de l'innovation et de l'entrepreneuriat .



SONATRACH ANNONCE UNE IMPORTANTE DÉCOUVERTE DE GAZ : Le rôle prometteur de l'Algérie en tant que fournisseur d'énergie

Dans un contexte de forte tension mondiale sur le gaz, dans le sillage de la guerre en Ukraine et ses répercussions sur les relations énergétiques Russie-Europe, le groupe Sonatrach – dont le rôle en tant que fournisseur du marché européen est de plus en plus mis en exergue – envisage des perspectives encore plus prometteuses en matière de production gazière.

Le groupe Sonatrach annonce une importante découverte de gaz à Hassi R'mel, en précisant que le potentiel du gisement constitue l'une des plus importantes estimations de ces 20 dernières années.

Le groupe ajoute qu'«un programme de travaux de développement est en cours d'exécution pour confirmer les volumes estimés et réaliser des productions en fast track de l'ordre de 10 millions de mètres cubes par jour à partir du mois de novembre 2022». Dans un contexte de forte tension mondiale sur le gaz, dans le sillage de la guerre en Ukraine et ses répercussions sur les relations énergétiques Russie-Europe, le groupe Sonatrach – dont le rôle en tant que fournisseur du marché européen est de plus en plus mis en exergue – envisage des perspectives encore plus prometteuses en matière de production gazière.

Ainsi, le groupe énergétique national affirme dans un communiqué avoir «mis en évidence un potentiel important en hydrocarbures dans le réservoir Lias Carbonaté "LD2" au niveau du périmètre d'exploitation de Hassi R'Mel». Il précise que l'évaluation préliminaire de ce potentiel a montré «un volume qui varie entre 100 et 340 milliards de mètres cubes de gaz à condensat», indiquant que «ces volumes constituent l'une des plus grandes réévaluations des réserves des 20 dernières années».

L'information sur le renforcement des capacités à venir de Sonatrach en matière de production gazière est largement reprise via les médias internationaux – notamment en Europe –, mettant en relief les perspectives prometteuses de cette nouvelle découverte pour l'augmentation des exportations vers l'Europe.

En Espagne, selon le média Strategias de inversion, le PDG d'Enagás, Arturo Gonzalo Aizpir a commenté l'annonce par l'Algérie de la découverte de l'important gisement de gaz naturel dans la région de Hassi R'Mel, avec un volume potentiel qui varie entre 100 000 et 340 000 millions de mètres cubes de gaz à condensat, comme annoncé par Sonatrach, assurant que c'est «une excellente nouvelle», puisque le pays africain est «un fournisseur fiable» pour l'Europe.

«Avoir un grand fournisseur de gaz à notre frontière sud est une très bonne nouvelle pour tout le monde», a-t-il déclaré, ajoutant que le fait que l'Algérie dispose de plus de ressources peut «aider l'Europe» dans sa quête de ressources gazières.

Le journal El Pais reprend également le communiqué de Sonatrach, indiquant que «l'importance stratégique du gaz algérien pour l'Espagne et l'Union européenne est devenue plus évidente que jamais depuis le début de la guerre entre la Russie et l'Ukraine», ce qui pousse l'UE à rechercher des sources alternatives pour s'approvisionner en gaz. Le journal, qui rappelle les circonstances de la crise diplomatique actuelle entre l'Algérie et l'Espagne, souligne en outre que «l'Algérie considère désormais l'Italie comme un grand partenaire énergétique, avec 27% de parts d'exportation (21 milliards de mètres cubes)», tout en ayant l'objectif d'augmenter de manière significative ses approvisionnements à l'Italie «d'ici 2025».

El Pais rappelle en outre que l'Algérie fournit près de la moitié du gaz consommé par les Espagnols : 37% du gaz arrive par le gazoduc Medgaz jusqu'à la côte d'Almería, et 5,5% par des méthaniers, selon les chiffres pour l'année 2021.

L'agence Reuters, reprise par différents médias internationaux, répercute également le communiqué de Sonatrach ajoutant que «le rôle de l'Algérie en tant que fournisseur clé de gaz pour l'Italie, l'Espagne et d'autres pays d'Europe du Sud a pris de l'importance cette année après l'invasion de l'Ukraine par la Russie et l'imposition de sanctions par l'Europe a freiné les flux de gaz russe vers l'UE».

Reuters rappelle que la production de gaz de l'Algérie l'année dernière a atteint un record de 103 milliards de mètres cubes, avec des exportations de 54 milliards de mètres cubes, et que les exportations vers l'Italie, qui représentaient 21,2 milliards de mètres cubes l'an dernier, devraient augmenter progressivement de 9 milliards de mètres cubes supplémentaires par an.

Le média français 20 Minutes souligne que dans «un contexte où de nombreux pays cherchent des alternatives au gaz russe, l'Algérie vient de faire une trouvaille importante. Le groupe pétro-gazier algérien Sonatrach a annoncé lundi la découverte d'un gisement de gaz à condensat dans le champs de Hassi R'mel, dans le Sahara algérien».

«Le gaz à condensat est du gaz naturel qui contient des hydrocarbures liquides en suspension, similaires au pétrole brut, ce qui en augmente fortement la valeur», note le média, rappelant que «l'Algérie, dont les réserves prouvées de gaz naturel s'élèvent à près de 2,4 mille milliards de mètres cubes, fournit environ 11% du gaz consommé en Europe» et «est le premier exportateur africain de gaz naturel et le 7e mondial».

PÉTROLE : Le Brent à plus de 117 dollars

Les prix du pétrole consolidaient leur hausse hier, soutenus par de nouvelles restrictions de l'approvisionnement en or noir venant de Libye et d'Equateur. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août montait dans la matinée de 1,89% à 117,26 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain pour livraison le même mois prenait, quant à lui, 1,56% à 111,28 dollars. Selon les analystes, l'attention du marché se porte de plus en plus sur l'offre restreinte de pétrole brut. La Compagnie nationale libyenne de pétrole (NOC) a averti lundi qu'elle pourrait décréter sous 72 heures la «force majeure» sur les installations du golfe de Syrte (Nord), faute de pouvoir respecter ses engagements contractuels. Six champs et terminaux pétroliers dans l'est du pays ont été fermés de force mi-avril par des groupes proches du camp de l'Est.

Cela risque de réduire encore la production pétrolière libyenne, qui a déjà chuté de moitié environ, à quelque 600 000 barils par jour, en raison des protestations, ont estimé les analystes. En parallèle, le ministère équatorien de l'Energie a affirmé dimanche que la production de pétrole dans son pays est à un «niveau critique» et cessera dans les 48 heures si les manifestations et blocages se poursuivent dans le pays. «Aujourd'hui, les chiffres montrent une diminution de plus de 50%» de la production, qui était jusqu'au 12 juin d'environ 520 000 barils par jour, selon le ministère. Depuis la mi-juin, le pays est secoué par d'importantes manifestations contre le coût de la vie et pour davantage d'aides sociales. Enfin, le président français, Emmanuel Macron, a rapporté lundi la teneur d'un appel avec son homologue des Emirats concernant les capacités des pays producteurs de pétrole.

«Il m'a dit deux choses : la première "je suis au maximum, maximum" (...)» s'agissant du nombre de barils mis sur le marché par les Emirats, selon M. Macron, avant d'affirmer que l'Arabie Saoudite ne pourrait, quant à elle, augmenter sa production que de 150 000 barils par jour.

WORLD TRADE CENTER ALGIERS (WTCA) : Tosyali meilleur exportateur algérien en 2021

Le trophée de la meilleure entreprise algérienne exportatrice hors hydrocarbures pour l'année 2021 a été remporté par la société Tosyali Algérie, spécialisée dans la fabrication de fer et d'acier. Ce trophée est décerné par le World Trade Center Algiers (WTCA), qui a organisé la cérémonie de remise des prix de cette 19e édition à Alger, dans la soirée de dimanche dernier, en présence du conseiller du président de la République chargé des Affaires économiques, Yacine Ould Moussa, du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, et de plusieurs chefs d'entreprise et responsables de différents organismes.

Le directeur général de Tosyali Algérie, Ibrahim Elciboga, a indiqué à l'issue de la cérémonie que la société qu'il dirige ambitionne d'atteindre un volume d'exportation de 1,4 million de tonnes en 2022, avec un chiffre d'affaires à l'export de 1,2 milliard de dollars, ajoutant que les mots d'ordre chez Tosyali Algérie sont : «globalisation, investissement et durabilité», dans le but d'augmenter les exportations et l'intégration.

M. Elciboga a évoqué également le projet du complexe de production d'acier plat qui devrait «être opérationnel en mai 2024 pour une capacité de production de 2 millions de tonnes/an, permettant de répondre à la demande des opérateurs locaux mais aussi d'exporter».

En plus du Trophée export 2021, trois prix d'encouragement ont été décernés par le jury : le premier a été remporté par la SPA Cilas spécialisée dans la production de ciment, le deuxième prix a été attribué à la SARL Snax, experte dans la production de "chips" sous la marque commerciale «Mahboul», alors que le troisième prix a gratifié les efforts de la SARL FLR, qui active dans la robinetterie/ plomberie.

Concernant le trophée d'Honneur, il est revenu à la SARL africaine Paper Mills, spécialisée dans la production de papier à usage domestique. Quant au trophée Spécial du jury, il a été octroyé à Brandt Algérie, spécialisé dans l'électroménager grand public. Dans son allocution, M. Rezig a affiché sa satisfaction quant à la hausse des exportations de toutes les filières durant les quatre premiers mois de 2022, à l'instar de celle de l'ordre de 97% des engrais chimiques azotés, avec un montant de 623,49 millions de dollars, ou encore la croissance de 125% des exportations de ciment pour une valeur de 130,94 millions de dollars.

EXCÉDENT DE LA BALANCE COMMERCIALE DE 1,97 MILLIARD DE DOLLARS

Le ministre relèvera, en outre, une augmentation de 118,5% à 109,87 millions de dollars des exportations des produits semi-finis de fer et d'acier, ou encore le bond de 384%, pour une valeur de 52,86 millions de dollars, enregistré dans les exportations de barres couplées à des cylindres en alliage d'acier. M. Rezig a indiqué, en outre, que la balance commerciale a enregistrée durant cette période (4 premiers mois de 2022) un excédent de l'ordre de 1,97 milliard de dollars, contre un déficit de 959 millions de dollars durant la même période de l'année précédente, soit une hausse de 305%.

Cela grâce à «une augmentation des exportations globales de 37,8%, se caractérisant par une hausse des exportations d'hydrocarbures de 32% et des exportations hors hydrocarbures de 83%», a-t-il expliqué. De son côté, le CEO du WTCA, Sid-Ahmed Tibaoui, a expliqué que les trophées sont attribués selon des critères autres que la valeur des exportations, mais plutôt sur la base de différentes conditions que les entreprises doivent remplir, notamment une part de l'export dans le chiffre d'affaires, de nouveaux clients et pays par rapport à l'année précédente, une participation aux foires et salons spécialisés à l'étranger ou encore un taux de croissance du chiffre d'affaires à l'export.

ZONE EURO : La BCE ira «aussi loin» que nécessaire contre l'inflation

La Banque centrale européenne (BCE) ira «aussi loin que nécessaire» pour lutter contre l'inflation «excessivement élevée», a déclaré hier la présidente de cette institution bancaire, Christine Lagarde.

S'exprimant à l'ouverture du forum annuel de l'institut au sud du Portugal, à Sintra, Mme Lagarde voit dans le choc d'inflation, qui devrait rester élevée «pendant un certain temps encore» en zone euro, «un grand défi pour notre politique monétaire». L'objectif ultime de la BCE est de ramener l'inflation à un niveau proche de 2%, alors que l'agrégat a culminé à plus de 8% en mai en zone euro et pourrait encore monter en juin, selon des chiffres attendus vendredi.

L'institut se prépare en juillet, face à l'inflation galopante, à remonter ses taux d'intérêt pour la première fois depuis 11 ans, une fois qu'il aura mis fin à ses rachats de dette sur le marché. Cette perspective a fait resurgir le risque d'une crise de la dette en zone euro, avec des écarts croissants de taux d'intérêts demandés aux Etats du nord et du sud de l'Europe pour emprunter et financer leurs déficits.

La BCE a dû dernièrement s'employer à rassurer les investisseurs en annonçant les préparatifs en vue d'un nouvel «instrument antifragmentation» pour aplanir les fameux spreads, les écarts de taux entre pays bénéficiant de bonnes conditions d'emprunt et les autres.

Ce nouvel instrument «devra être efficace, tout en étant proportionné et contenant des garanties suffisantes pour préserver l'élan des Etats membres vers une politique budgétaire saine», a indiqué Mme Lagarde hier. Empêcher les écarts entre taux d'emprunts souverains est un préalable pour la bonne transmission de la politique monétaire dans l'ensemble des 19 pays de la zone euro. Dans ce contexte seulement il sera possible «aux taux de remonter autant que nécessaire», a déclaré l'ancienne directrice générale du FMI.

Mais la BCE est face à un dilemme car remonter ses taux trop abruptement pourrait faire plonger la zone euro en récession, surtout que l'institut a déjà nettement revu à la baisse ses prévisions de croissance pour les deux prochaines années. «Mais nous nous attendons toujours à des taux de croissance positifs» en raison de soutiens intérieurs à l'économie, a-t-elle assuré.

La BCE ne veut pas être le seul acteur à agir dans la tempête, c'est pourquoi les gouvernements, responsables de la politique budgétaire «doivent jouer leur rôle dans la réduction des risques». Et ce, en fournissant «un soutien ciblé et temporaire» à l'économie, tout en gardant en vue la «viabilité» de leurs finances publiques, a conclu Mme Lagarde.



Investissements directs étrangers : Les arguments de l'Algérie

Une nouvelle ère de l'investissement s'ouvre-t-elle pour l'Algérie ? Tout porte à le croire. La volonté politique y est. Avec l'adoption du projet de loi sur l'investissement à l'APN, en attendant le Sénat et la publication du texte dans le Journal Officiel, experts et officiels s'accordent à dire que l'investissement connaîtra un essor considérable.



Eclairage : Enormes opportunités

Le nouveau Code de l'investissement adopté par le Parlement constitue désormais un atout majeur pour le climat des affaires, érigé en priorité par le Président Abdelmadjid Tebboune. Dans ce domaine, l'Algérie a réalisé des progrès notables, notamment en matière de commerce, de compétitivité, de liberté économique et d'entrepreneuriat. Il faut souligner aussi que la stabilité et la consolidation du macroéconomique offrent de nombreux avantages aux investisseurs nationaux et étrangers.



Organisation des assurances africaines : La CNMA désignée membre du comité exécutif

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a été désignée comme membre représentant le marché algérien des assurances au comité exécutif de l'Organisation des assurances africaines (OAA), a-t-elle indiqué, hier, dans un communiqué. «La CNMA assiste à la 48e conférence de l'OAA qui se déroule actuellement à Nairobi (Kenya) sous le thème :



Gaz à condensat à Hassi R'Mel : Sonatrach consolide sa position sur le marché mondial

Les dernières découvertes de pétrole et de gaz, réalisées par Sonatrach, notamment depuis le début de l'année en cours, consolident la position du groupe sur le marché international en tant que fournisseur sûr et fiable des hydrocarbures, dans un contexte mondial marqué par une forte demande.



[Le sénat se penche sur les Zones franches : Stimuler l'investissement Et promouvoir les exportations](#)

«Nous n'allons pas répéter l'échec de Bellara», n'a cessé d'insister le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, mardi au Conseil de la Nation, lors d'une séance plénière consacrée au débat sur le projet de loi relative aux règles applicables aux zones franches, tenue sous la présidence de M. Salah Goudjil, en présence de la ministre chargée des Relations avec le Parlement, Basma Azouar.



[Abderrahmane Mebtoul, expert international et économiste : «Vers un accroissement de 10% de nos réserves estimées»](#)

«Nous possédons les troisièmes réserves mondiales de gaz de schiste avec des réserves avoisinant les 20.000 milliards de m³ gazeux.» L'Algérie, géant gazier et pétrolier, disposait, en 2020, de réserves avoisinant les 2.500 milliards de m³ gazeux au 1er janvier 2020 et 10 milliards de barils de pétrole.



[Concrétisation](#)

Les zones franches occupent l'actualité économique nationale avec la présentation par le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, devant les membres du Conseil de la nation, du projet de loi devant réglementer leur activité. Le ministre en a énuméré les avantages, en citant, notamment, l'attractivité des investisseurs, en leur offrant un large éventail d'incitations, sous forme d'infrastructures, d'impôts, de facilitations et de simplification des procédures. L'État revient donc à la charge, après plusieurs années de tergiversations, d'annulations et de remises en cause.



Publication prochaine des 8 textes d'application de la loi sur l'Investissement : Les intérêts de l'Etat avant toute autre considération !

La nouvelle loi sur l'Investissement, adoptée avant hier à l'unanimité par les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), prévoit «8 textes d'application avec 16 articles dont les dispositions renvoient à la voie réglementaire, dont 7 nouveaux et un article amendé».

«Ces textes seront publiés incessamment», a déclaré le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar en marge de la séance de vote de ladite loi. Un pas important pour le pays qui s'engage désormais à s'ouvrir à un plus haut niveau régional et international et à améliorer et faciliter l'investissement, notamment, étranger. Pour le perfectionnement de cette réglementation, «il faudrait, pour atteindre ces objectifs, procéder au réexamen et au traitement des règles constituant le cadre d'élaboration de ce projet de loi, reposant sur trois éléments essentiels, à savoir l'investisseur, le cadre institutionnel chargé de l'investissement et la protection des intérêts de l'Etat», a-t-il précisé. L'intérêt du pays passe avant tout, bien que celui de l'investisseur ne manque pas aussi.

«L'Algérie constituera un carrefour pour les investisseurs locaux et étrangers, à la faveur des mesures incitatives que prévoit la nouvelle loi sur l'investissement», a indiqué le ministre, confiant quant à un retour en force des investisseurs étrangers qui devraient contribuer au développement économique du pays et insuffler une nouvelle dynamique dans la croissance économique.

Ce texte comporte trois régimes d'incitation (des secteurs, des zones et d'investissements structurants), des mesures fiscales, industrielles et institutionnelles devant faciliter le traitement des dossiers d'investissement et l'octroi des autorisations. Il survient dans un contexte de fortes pressions financières et économiques internationales, provoquées par divers facteurs inattendus, comme les tensions géopolitiques en Europe et même en Asie.

L'Etat a opéré des réformes institutionnelles et structurelles dans le cadre de cette nouvelle loi pour attirer particulièrement les investisseurs étrangers, une action nécessaire dans le plan de la relance industrielle.

«Outre la nouvelle loi sur l'investissement, d'autres lois d'appui ainsi que des réformes des systèmes bancaire et financier sont prévus», a annoncé M. Zeghdar, précisant que «la loi sur l'investissement assure un système de stabilité législative, en sus du facteur de stabilité

politique, des mesures incitatives énergétiques et de la position géographique de l'Algérie qui constitue la porte de l'Afrique». «Le climat des affaires sera amélioré, ce qui incitera davantage l'investisseur local et étranger et la plate-forme numérique prévue dans la loi permettra de traiter en temps réel tous les dossiers et de pallier tous les obstacles qui entravent l'investisseur». De quoi rassurer les investisseurs étrangers.

L'Algérie vise à travers cette législation à «développer les secteurs d'activités prioritaires à forte valeur ajoutée, assurer un développement territorial durable et équilibré, valoriser les ressources naturelles et les matières premières locales, favoriser le transfert technologique et développer l'innovation et l'économie de la connaissance».

Ce texte de loi accorde plusieurs avantages cruciaux pour l'investisseur, en consacrant «les principes de liberté d'investir, de transparence et d'égalité de traitement des investissements, ainsi que les droits destinés aux investisseurs». L'objectif est de «renforcer sa confiance dans le cadre juridique de l'investissement, à consolider l'attractivité et à relever la compétitivité de l'Algérie en tant que destination d'investissement». Concernant les délais d'investissement qui coûtent chers à l'Etat, le législateur a plafonné le délai de réalisation des projets «tout en tenant compte de la durée de réalisation et de la date de délivrance du permis de construire, exigé dans certains cas».

«Tout différend né de l'application de la présente loi, entre l'investisseur étranger et l'Etat algérien, résultant du fait de l'investisseur ou d'une mesure prise par l'Etat algérien à l'encontre de celui-ci, est soumis aux juridictions algériennes compétentes, la garantie du droit de l'investisseur à transférer ou à céder l'investissement après approbation, l'investissement réalisé ne peut faire l'objet de réquisition par voie administrative que dans les cas prévus par la loi, avec indemnisation juste et équitable», a précisé le ministre.

Le présent texte renforce le rôle des «guichets uniques», seuls interlocuteurs uniques des investisseurs au niveau local. L'Agence algérienne de promotion de l'investissement, anciennement, Agence nationale de développement des investissements (Andi), sera «le véritable promoteur et accompagnateur des investisseurs», alors que la mission du Conseil national de l'investissement (CNI) est désormais limitée à «proposer la stratégie de l'Etat en matière d'investissement, de veiller à sa cohérence globale et d'évaluer sa mise en œuvre». Samira Takharbouch.

LE MAGHREB
Le Quotidien de l'Économie

La lutte contre le cancer de la bureaucratie, condition fondamentale de la lutte contre les surfacturations en devises et en dinars, qui portent une ...

Le président de la République lors de sa visite à Oran le 24 juin 2022 a déclaré que la lutte contre la bureaucratie est une priorité du redressement national. La bureaucratie constitue l'essence même de la corruption donc des surfacturations en devises et en dinars, renvoyant à la gouvernance et de l'urgence d'une coordination sans faille des institutions de contrôle, politiques et techniques afin de relancer l'économie nationale et assurer la nécessaire cohésion sociale.

1.-. Les importations de biens et services souvent oubliées (appel aux compétences étrangères) le montant a été d'environ 10 milliards de dollars par an entre 2010/2020 avec une baisse selon la Banque mondiale d'environ 6 milliards de dollars en 2021 ont été environ de 1050 milliards de dollars et les exportations d'environ 1100 milliards de dollars, 98% provenant des hydrocarbures avec les dérivés (pour 2021 selon la Banque mondiale les importations de biens et services ont été de 46 milliards de dollars), le solde au 31/12/2020 étant les réserves de change de 44 milliards de dollars, Le taux de croissance a été dérisoire, moyenne annuelle de 2/3% durant cette période alors qu'il faut sur plusieurs années un taux minimum de 8/9% pour absorber le flux annuel qui s'ajoute au taux de chômage actuel entre 350.000/400.000 emplois par an.

Si on applique 20% de surcoûts (10% de surfacturation et 10% de mauvaise gestion) nous avons plus de 100 milliards de dollars de transferts illicites et 100 milliards de dollars de pertes faute d'une bonne gestion, car ne devant pas confondre mauvaise gestion et corruption : non maîtrise des contrats et des mécanismes économiques et financiers internationaux comme les fluctuations boursières...

Les biens à l'étranger peuvent provenir de plusieurs sources : celle des travailleurs mais qui s'est tarie avec la mort des retraités et la crise économique ; celle des entrepreneurs exerçant légalement hors du pays d'origine et les transferts illicites dus aux surfacturations où on assiste par un vase communicant au rapatriement d'une fraction via le marché parallèle pour acheter localement surtout des biens immobiliers. Mais outre les devises, nous assistons également à des surfacturations en dinars notamment dans le BTPH (ou le coût de la corruption se répercute sur la mauvaise qualité des projets) et des pertes au Trésor, le premier ministre reconnaissant " la faiblesse du recouvrement fiscal. Et que la fraude et l'évasion fiscale ont atteint des niveaux intolérables ".

Si l'on s'en tient au rapport de la Cour des comptes de 2021 relatant des données de 2018/2019 , le constat est alarmant. Les dettes fiscales d'impôts et taxes qui continuaient de grimper, en 2019, ont atteint un montant global de 4 886,573 milliards de dinars, en hausse de 8,44% (380,259 Mrds de DA) par rapport à 2018, soit au cours de l'époque environ 120 dinars un dollar 40,72 milliards de dollars, contre 4506,314 milliards de dinars en 2018 et de 3 895,78 milliards de dinars en 2017. Le montant recouvré au titre de l'exercice 2019 a été de 101,157 milliards de dinars, soit 2,03% du montant des restes à recouvrer et sur ce montant très faible, le constat est une diminution de 29,83% (-43,009 Mrds de DA) par rapport à l'exercice 2018. **Les restes à recouvrer, liés à la TVA, représentent la part la plus importante (38,32%) avec un montant de 1872,64 milliards de dinars, suivie des impôts indirects avec un taux de 19,76% (965,723 milliards de dinars) et de l'impôt sur le revenu global avec un taux de 19,69% (962,307 milliards de dinars).**

Sans compter l'évasion fiscale interne, où domine la sphère informelle selon un rapport sur l'état des lieux de la justice fiscale, publié, récemment, par l'organisation non gouvernementale (ONG), Tax Justice Network, l'Algérie perd chaque année plus de 467 millions de dollars, (pour l'Afrique c'est environ 23,2 milliards de dollars/an), représentant 0,3% du produit intérieur brut (PIB) du fait des pratiques d'évasions fiscales internationales..

Environ 413,75 millions de dollars relèvent d'abus transfrontaliers d'impôts sur les sociétés par les multinationales et 53,3 millions de dollars, en évasion fiscale, par des particuliers fortunés qui transfèrent leur argent à l'étranger.

Mais cela n'est pas propre à l'Algérie. La dernière enquête du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), dite Pandora Papers met en lumière l'ampleur de l'évasion fiscale dans le monde. Selon les journalistes ayant travaillé sur ce dossier, l'équivalent de 11 300 milliards de dollars a été mis à l'abri dans des paradis fiscaux, légalement ou illégalement. Pour avoir un ordre d'idée de ce que cela représente, voici cette somme comparée à d'autres.

A titre de comparaison 11 300 milliards de dollars c'est 98 fois plus cher que le coût total de l'ISS, la Station spatiale internationale, ,113 000 avions de ligne et 131 fois le budget de l'éducation en France. Ces transferts illicites cumulés pour les pays en développement entre 2000 et 2020 dépasseront les 15000 milliards de dollars contre 11.000 entre 2000/2017 (données officielles de l'ONU) renvoyant à la moralité de ceux qui dirigent la cité.

La fuite illicite de capitaux dépasse 75 milliards d'euros par an en Afrique en 2020 due à la corruption, la contrebande, l'évasion fiscale, l'équivalent à la somme de l'aide publique au développement et des investissements directs étrangers, selon l'évaluation retenue dans le rapport 2020 sur le développement économique de l'Afrique, publié lundi 28 septembre 2020 par la Conférence des Nations unies sur le développement (Cnuced).

Ces flux, qui privent les Trésors publics de ressources nécessaires au financement du développement, sont considérables et ne cessent de croître ", déplorent les auteurs du rapport, en précisant qu'ils représentent aussi la moitié des 200 milliards de dollars par an jugés nécessaires pour que l'Afrique soit en mesure d'atteindre les Objectifs du développement durable (ODD) d'ici à 2030. Phénomène qui s'est accentué puisque la précédente estimation, publiée en 2015 par la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, avançait le chiffre de 50 milliards de dollars en moyenne par an sur la période 2000-2008.

Pour l'Algérie, je réitère la proposition que j'ai faite en 1983 lorsque je dirigeais les départements des études économiques et des contrats, en tant que haut magistrat, premier conseiller à la Cour des comptes, chargé du contrôle du programme de l'habitat en coordination avec le ministère de l'intérieur, le ministère de l'Habitat et les 31 walis de l'époque entre 1982/1983 et le dossier des surestaries en relation avec le ministère du Commerce concernant le contrôle du programme anti-pénurie, j'avais proposé à la Présidence de l'époque la mise en place en urgence d'un tableau de la valeur avec la numérisation pour permettre l'interconnexion des différents secteurs concernés, **la Banque d'Algérie, la douane, la fiscalité**, entreprises publiques/privées, et les différents ministères avec leurs annexes locales afin de lutter contre les surfacturations, tableau qui n'a jamais vu le jour car s'attaquant à de puissants intérêts que certains politiques, experts et fonctionnaires redécouvrent en 2021/2022.



[Parlement : La session prolongée au 15 juillet](#)

Cette décision a été prise dans le but d'adopter la loi sur la réserve militaire. La session parlementaire ordinaire, dont la clôture est prévue pour le 2 juillet prochain, a été prolongée jusqu'au 15 du même mois. Par conséquent, le départ en vacances des parlementaires sera retardé de plus de 10 jours.



فرصة للزبائن خلال السداسي الثاني من العام الجاري: تخفيض الفوائد البنكية على 6 أصناف من القروض

سَقَف بنك الجزائر مستويات ونسب الفائدة لـ6 أصناف من القروض خلال النصف الثاني من السنة الجارية، ويتعلق الأمر بالقروض الاستهلاكية والإجارية والسكن والقروض الطويلة والقصيرة والمتوسطة المدى، وأيضا قروض السحب على المكشوف، مع العلم أن مستويات هذه الفوائد باختلاف القروض، تتراوح بين 7.55 بالمائة بالنسبة للسكن و12.03 بالمائة كأقصى حد فيما يتعلق بالإيجار.

LA LOI DE FINANCES COMPLÉMENTAIRE AU MENU

La session parlementaire prolongée au 15 juillet prochain

Le bureau de l'Assemblée populaire nationale a, lors de sa réunion, avant-hier lundi, décidé de donner une suite favorable à la demande y afférente du Premier ministre et prolonge la session parlementaire jusqu'au 15 juillet prochain. À l'appui de cette prolongation, l'agenda parlementaire chargé de projets de loi important proposés mais surtout l'urgence de leur mise en œuvre.

Après l'approbation en urgence du projet de loi d'investissement, avant-hier lundi, le tour sera tout prochainement celui du projet de la loi de finances complémentaire pour l'année 2022, objet de nombre de réserves du président de la République lors de la toute dernière Réunion du Conseil des ministres. En effet, Abdelmadjid Tebboune n'avait pas manqué de faire des remarques sur ce texte dont il a tout simplement invité le gouvernement à revoir la mouture présentée de manière à lui conférer une «revue de la loi, avec une vision réaliste et raisonnable», avec «maintien des grands équilibres financiers» du pays et la prise en compte de la

nécessité de combler le manque de ressources, en fonction des effets de la loi de finances 2022, et alléger les charges liées aux mesures prises par le gouvernement.

Aussi, il s'agit, a insisté le chef de l'État, à ce que ce texte «ne comprenne aucune nouvelle taxe et n'affecte en aucune manière la structure des prix actuelle afin de préserver le pouvoir d'achat et les acquis sociaux consacrés par l'État au profit du citoyen». Autre directive de Tebboune concernant toujours cet avant-projet de loi de finances complémentaire pour l'année en cours, tout faire pour que les citoyens à faible et moyen revenus ne soient pas la



frange qui paie le plus d'impôts.

L'article 138 de la Constitution stipule que le Parlement se réunit chaque année en une session ordinaire pour une période de 10 mois, commençant le deuxième jour ouvrable de septembre et se terminant le dernier jour ouvrable de juin. Entretemps, les membres de la Chambre basse procéderont, le 9 juillet prochain, à l'installa-

tion des instances de l'assemblée dans les nouvelles composantes de leurs bureaux. Dans ce cadre, faut-il relever que les divers groupes parlementaires de l'assemblée ont procédé à l'élection de leurs nouveaux représentants au niveau des diverses instances de l'APN.

M. K.

COTATIONS MARCHÉ NOIR
ET BANQUE

**Le dinar face
aux devises**

Mardi 28 juin 1 euro s'échangeait contre 154,00 dinars à l'achat et 154,04 dinars à la vente, à la Banque d'Algérie. Sur le marché parallèle de change, l'unité de cette même monnaie s'échange toujours dans les environs de 214 dinars à l'achat et à 216 dinars à la vente. Le dollar américain sur le marché officiel reste dans les cotations à 145,46 dinars à l'achat et 145,47 dinars à la vente. Sur le marché parallèle, il est proposé dans les environs de 202 dinars à l'achat et 205 dinars à la vente. Pour ce qui est du taux de change de la livre sterling, 1 pound s'échangeait contre 179,14 dinars à l'achat et 179,24 dinars à la vente, à la Banque d'Algérie. Sur le marché parallèle, l'unité reste encore plus chère, s'échangeant contre 250 dinars à l'achat et 254 dinars à la vente. Pour ce qui est de la monnaie canadienne, 1 dollar est proposé dans les cotations officielles, contre 113,01 dinars à l'achat et 113,03 dinars à la vente. Sur le marché parallèle de change, le dollar canadien s'échange durant cette même journée contre 152 dinars à l'achat et 155 dinars à la vente.

R. N.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



[MFINANCES.CHANNEL](https://www.youtube.com/channel/UCMFINANCESCHANNEL) وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger